

Questions orales

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'INDE—L'OBSERVATION PAR LA CROIX ROUGE DE LA SITUATION AU PUNJAB

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de la situation du Punjab. Le ministre sait peut-être qu'en ce moment, il y a à la Nouvelle-Delhi deux délégués du Comité international de la Croix Rouge pour suivre de près la situation. Ils vont bientôt dire si une intervention humanitaire et de secours de la Croix Rouge internationale s'impose. Est-ce que le ministre s'est entretenu avec la Croix Rouge canadienne à ce sujet? Est-ce que le Canada est disposé à accorder son aide à cette intervention humanitaire et de secours?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, nous suivons de près la situation du Punjab, comme le député évidemment. Nous sommes très chagrinés de ce qui s'y passe, et nous nous inquiétons spécialement pour les Canadiens qui s'y trouvent.

● (1440)

Le député sait que cela relève essentiellement du gouvernement de l'Inde. C'est une affaire interne. Il est certain que nous pencherions pour accorder notre aide à titre humanitaire, comme nous l'avons fait dans le passé, s'il y avait une initiative internationale en ce sens. Si cela se faisait pour le Punjab, nous ne manquerions pas d'appliquer les principes de générosité qui nous ont déjà animés dans le passé.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE SURSEOIR À L'EXÉCUTION DES ORDONNANCES D'EXPULSION

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, le ministre voudra peut-être nous dire, en réponse à ma seconde question, quelles consultations il a eues avec le gouvernement de l'Inde au sujet des Canadiens qui se trouvent dans la région. Et ensuite, en l'absence du ministre de l'Emploi et de l'Immigration je me demande si je pourrais poser ma seconde question...

M. le Président: Le député n'a droit qu'à une question supplémentaire.

Mme Jewett: Je poserai ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme il le sait, nous avons au Canada beaucoup de Sikhs frappés d'expulsion. Le gouvernement peut-il nous donner l'assurance que, pendant la durée des violences au Punjab, il va surseoir à l'exécution de ces ordonnances d'expulsion.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, sur ce point précis il faudrait que je fasse appel au ministre chargé de l'immigration. Puisque nous sommes sur ce sujet, j'ajoute que le gouvernement de l'Inde nous a informés qu'il va exiger des Canadiens qu'ils soient munis d'un visa pour pouvoir entrer en Inde, et cela à partir du 15 juin.

Il est évident que nous suivons la situation des Canadiens au Punjab. Nous sommes au courant de la présence d'environ 50 Canadiens dans la région, laquelle a été interdite. Il se peut que le gouvernement indien demande aux gens de ne pas y rester. Pour l'instant, nous n'avons aucune raison de croire qu'il y ait lieu de s'inquiéter pour les Canadiens se trouvant au Punjab.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL

L'EMBAUCHE D'EMPLOYÉS À LA RETRAITE—ON DEMANDE QUE LE CP EMPLOIE DES ÉTUDIANTS

L'hon. John M. Reid (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail. Vendredi dernier, j'ai demandé au premier ministre suppléant de se pencher sur la pratique du CN, qui réembauche des employés mis à la retraite pour s'occuper du matériel roulant et du transport du grain dans l'Ouest du Canada. J'ai signalé que, contrairement à sa pratique habituelle, le CN n'embauche pas d'étudiants ni de jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Le ministre du Travail ferait-il enquête sur mon accusation? Communiquerait-il avec les responsables du CN pour les convaincre d'abandonner cette pratique et de recommencer à embaucher des jeunes et des étudiants qui cherchent à décrocher des emplois d'été au CN?

L'hon. André Ouellet (ministre du Travail): Monsieur le Président, cette politique est certes étonnante de la part du CN. Je transmettrai les instances du député au ministre des Transports. Je suis certain que ce dernier en discutera avec les autorités du CN et fera rapport au député et à la Chambre dans les plus brefs délais.

* * *

LES PARIS COLLECTIFS

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PARIS SPORTIFS—LA SITUATION FINANCIÈRE

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Sport amateur. Le ministre sait-il combien d'argent la société des paris sportifs perd par semaine?

[Français]

L'hon. Jacques Olivier (ministre d'État (Santé et Sport amateur)): Monsieur le Président, j'ai rencontré le président du conseil d'administration vendredi dernier, et j'ai rencontré le président de la Société cette semaine. Je connais donc les opérations de cette société.

[Traduction]

M. Beatty: Nous progressons, monsieur le Président. J'ajoute que le gouvernement a réussi l'impossible. Il a déniché un ministre auprès duquel le ministre du Revenu fait bonne figure.

Des voix: Bravo!